

(Extrait de la thèse d'Isabelle Mauz du 22 janvier 2002 à l'école nationale du Génie rural des eaux et forêts : « Gens, cornes et crocs »)

19 septembre 1979	Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe, dite Convention de Berne
1987	Affaire du loup de Fontan (Alpes-Maritimes)
22 août 1990	Décret n° 90-756 portant publication de la Convention de Berne au <i>Journal officiel</i> de la République française (JO du 28 août 1990)
21 mai 1992	Directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, dite Directive Habitats
5 novembre 1992	Date officielle de l'arrivée des loups dans le Mercantour
1993	Création du groupe Loup France
Mai 1995	Selon un sondage SOFRES commandé par le ministère de l'Environnement, 79 % des personnes interrogées seraient favorables au retour du loup en France
Janvier 1996	La Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes, la FDSEA et le syndicat ovin des Alpes-Maritimes publient, en supplément au n° 874 de la <i>Vie Agricole</i> une brochure intitulée « <i>Loup et élevage, une cohabitation impossible</i> ».
Juin 1996	FNE crée « une mission loup » et se prononce contre tout zonage territorial et pour la protection intégrale du loup
12 octobre 1996	Arrêté du ministère de l'Environnement incluant le loup dans la liste des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire
Novembre 1996	Rapport à Mme le ministre de l'Environnement sur une mission d'inspection et de médiation sur le loup, réalisée par Jean-François Dobremez, Président du conseil scientifique de l'ONC, membre du conseil national de la chasse et de la faune sauvage, dit Rapport Dobremez Rapport de mission sur les perspectives de l'élevage ovin dans les Alpes-Maritimes, commandé par le ministre de l'agriculture et réalisé par Marcel Lambert, ingénieur général d'agronomie, dit Rapport Lambert Parution du premier numéro de l' <i>Infoloup</i> , édité par le DIREN PACA
1997-1999	Programme européen LIFE-loup, financé à hauteur de 8 millions de francs par l'Union européenne
Juin 1997	Création d'un Groupe Loup départemental en Savoie
29 septembre 1997	Manifestation d'éleveurs à Nice
Octobre 1997	Premières attaques de loups en Haute-Maurienne, sur des troupeaux domestiques
Novembre 1997- Juin 1998	Exposition temporaire du muséum d'histoire naturelle de Grenoble « <i>Le loup et l'homme</i> » avec en parallèle, un cycle de conférences et de débats
11 décembre 1997	« Journée régionale d'information » sur le loup à Die, intitulée « <i>Dans un aménagement du territoire équilibré, y-a-t'il une place pour les loups ?</i> » et organisée par la Fédération ovine de la Drôme et la Fédération régionale ovine Rhône-Alpes, avec la collaboration de l'INRA
Mars 1998	Rédaction d'un projet de stratégie nationale sur le loup rédigé par les ministères chargés de l'agriculture et de l'environnement
2-3 avril 1998	Séminaire d'information et de réflexion pour les services de l'Etat intitulé « <i>Le retour du loup dans l'arc alpin. Quelle politique de l'Etat ?</i> »
Juin 1998	Création d'un comité national de concertation sur le loup

4 septembre 1998	Manifestation d'éleveurs à Gap
15 octobre 1998	Manifestation d'éleveurs à Lyon
16 décembre 1998	Trois parlementaires déposent une proposition de résolution (n° 1276) ^o en vue de créer une commission d'enquête sur les conditions de la présence du loup en France (qui sera rejetée, en mars 1999)
Février 1999	Rapport de mission interministérielle sur la cohabitation entre l'élevage et le loup, réalisé par Pierre Bracque, inspecteur général de l'agriculture, dit « <i>Rapport Bracque</i> »
Mars 1999	Création de 3 sous-comités au sein du comité national loup chargés respectivement de réfléchir à la gestion du loup et à un zonage, à la prévention des attaques et à leur indemnisation
Mai 1999	Création de l'Association des éleveurs savoyards employeurs d'aides-bergers (ASEAB) qui comptait alors 12 adhérents
Été 1999	Expérimentation de mesures de protection sur 9 unités pastorales de la Savoie
20 octobre 1999	Remise du rapport de la mission parlementaire d'information sur la présence du loup en France présidée par Robert Honde, selon laquelle « le retour du loup en France est aujourd'hui incompatible avec le maintien du pastoralisme « à la française »
3 décembre 1999	Rencontre débat à Aoste sur le retour du loup, réunissant des Italiens, des Français et des Suisses
2000-2002	Second programme LIFE nature intitulé « <i>le retour du loup dans les Alpes françaises</i> » cofinancé par l'Etat français et l'Union européenne pour un montant de 18,6 millions de francs (HT). Ce second programme a pour objectif de « permettre d'accompagner l'installation durable de meutes de loups, notamment grâce à des mesures diminuant son impact économique et favorisant son acceptation sociale ».
Mars 2000	Projet de plan d'action pour la préservation du pastoralisme et du loup dans l'arc alpin
Juillet 2000	« <i>Dispositif de soutien du pastoralisme et de gestion du loup dans la partie française de l'arc alpin</i> », document conjoint du ministère de l'environnement et du ministère de l'agriculture
18 juillet 2000	Envoi aux préfets des départements concernés d'une autorisation de capture ou de destruction d'un loup, dans le cadre du protocole adopté pour l'année 2000
20 novembre 2000	Découverte à Allevard du corps d'un loup abattu par balle
Décembre 2000	Première mise en application du protocole de tir, dans les Alpes-Maritimes. Aucun prédateur n'est repéré. Certaines associations lycophiles se mobilisent et « occupent le site » où se sont postés les tireurs de l'ONCFS
Hiver 2000-2001	D'après les dénombrements réalisés, les effectifs hivernaux se situeraient entre 21 et 27 loups pour l'ensemble des massifs du Mercantour, des Monges, du Queyras, de Belledonne et du Vercors
Juillet 2001	Publication d'un nouveau protocole, plus restrictif que le premier.